



Pas de monde de demain sans résilience électrique

Pour qu'une crise électrique ne s'ajoute pas à la crise actuelle, la CFE Énergies appelle le Gouvernement français et la Commission européenne à tirer les leçons de la crise, à revisiter leurs certitudes et à ériger la résilience électrique en priorité. Car quel qu'il soit, le monde de demain ne pourra pas se construire sans résilience électrique.

Alors que le pays n'est pas encore sorti de la crise du coronavirus, la priorité de nombreux acteurs semble être de donner leur vision politique de ce que doit être le monde de demain. Si la CFE Énergies considère que la priorité doit aujourd'hui aller à la santé des Français et de tous ceux qui permettent au pays et à son économie de tenir debout et demain de se redresser, elle défend aussi l'importance de donner du sens à la relance en bâtissant notre résilience collective face aux futures crises.

Si la construction de la résilience climatique est impérative, les épisodes de prix négatifs que le marché de l'électricité, en France comme en Europe, connaît en cette période de chute libre de la demande d'électricité, mettent eux en lumière les alertes du Directeur Général de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) sur le risque de rupture d'approvisionnement électrique en période de faible consommation et d'excès d'électricité renouvelable en l'absence de flexibilité apportée par la consommation industrielle. Bâtir le monde de demain suppose aussi d'assurer la résilience électrique !

A l'instar de France Stratégie qui met en avant cette fragilisation du système électrique alors que l'électricité est un « *bien essentiel à notre économie parce qu'elle alimente tous nos systèmes d'information et de télécommunications* » et les hôpitaux, le Directeur Général de l'AIE rappelle la dépendance de notre société à l'électricité du fait de la décarbonation qu'elle facilite et de la digitalisation qui permet le télétravail, et alerte sur les conséquences d'une rupture d'approvisionnement électrique au cours d'une crise telle que celle que nous vivons.

Si l'on veut éviter d'ajouter demain une crise électrique à la crise actuelle, la CFE Énergies est plus que jamais convaincue que les moyens pilotables de production électrique restent essentiels à la sécurité électrique des Français alors même que les énergies renouvelables intermittentes en ruinent le modèle économique. La dégradation de l'économie et des finances publiques que la France connaît aujourd'hui ne permet pas non plus d'absorber le coût croissant des dispositifs de soutien public aux énergies renouvelables électriques du fait des prix dégradés sur le marché de gros. La question est d'autant plus de rigueur que ces dispositifs ont soutenu des « entreprises sans usines » qui ne font qu'importer des équipements fabriqués ailleurs.



La CFE Énergies n'oublie pas qu'après la vague libérale qui a consacré depuis vingt ans la primauté du court-terme sur la vision de long terme qu'imposent pourtant les infrastructures électriques, c'est la vague verte qui a déferlé sur l'Europe de l'énergie avec des mécanismes dispendieux de soutien et surtout un accès prioritaire au réseau. Ces deux vagues successives ont constitué un puissant tsunami pour le système électrique européen, tant pour sa stabilité que pour les prix. Parce que l'électricité est une des clefs du la neutralité carbone et donc du Green Deal européen, la sécurité électrique de l'Europe doit plus que jamais être la priorité des décideurs !

Pourtant, en ne jurant que par les énergies renouvelables électriques pour réussir le Green Deal et pour assurer la relance, en France comme en Europe, on risque fort d'augmenter les risques de crise électrique. C'est d'autant plus important que ce sont la sûreté et la compétitivité du système électrique actuel, assises sur les moyens de production pilotables, qui ont permis au pays de tenir debout et qui permettront les indispensables redémarrage et redressement de l'économie française, comme l'indique l'UNIDEN. Et c'est bel et bien un système électrique robuste et fiable qui permettra la préservation du tissu industriel français existant et demain la relocalisation des activités aujourd'hui plébiscitée par les Français.

Dès lors, la CFE Énergies rejoint la préoccupation affichée par Elisabeth BORNE lorsqu'elle déclare que « *on ne peut pas gérer des actifs de long terme avec seulement des mécanismes de marché sujets à flambée ou effondrement des prix* », demandant que « *des réflexions profondes sur le fonctionnement des marchés de l'énergie en particulier de l'électricité tant au niveau national qu'europpéen* » soient engagées.

Signaux de long terme, neutralité technologique bas carbone, révision du dogme libéral et court-termiste qui a jusqu'ici régi l'Europe de l'électricité... ces évolutions sont centrales pour assurer demain la résilience électrique de la France et de l'Europe. Alors que la Commission européenne semble opérer la mue de son logiciel en acceptant les aides d'État et en prônant désormais l'autonomie stratégique, le temps est venu de revisiter les dogmes qui ont régi le monde d'avant.

Si cette prise de conscience est réelle et sincère, alors le Gouvernement doit pouvoir obtenir l'aval de la Commission européenne en faveur d'une régulation du nucléaire qui soit plus favorable à l'investissement et à la sécurité électrique des Français, et ce sans aucune contrepartie qui serait guidée par la logique néolibérale du monde d'avant.

Au moment où la crise du COVID-19 constitue le plus grand choc pour le système énergétique mondial depuis sept décennies, la CFE Énergies demande donc aux décideurs français et européens de faire de la résilience électrique leur priorité, en remettant en cause les approches idéologiques qui ont eu cours jusqu'à présent et qui n'ont fait que fragiliser la sécurité électrique des Français et des Européens !

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com